

Le bouclier antimissile américain objet d'un étonnant plaidoyer contra domo

Dans un point de vue récent, un ancien « expert pour les questions de défense auprès du premier ministre 1997-2002 »[\[1\]](#) vole à la rescousse de la décision américaine de mettre fin au traité ABM et de lancer une défense antimissile. En conclusion, l'auteur conseille au président Chirac de lancer un grand programme de recherche pour réaliser un bouclier européen, non sans avoir déclaré « infondées » les objections politiques, techniques et financières que la France a émises, objections qu'il considère carrément comme relevant d'une « sous-estimation de la réalité du monde ».

Arguments

D'abord, ce bouclier permettrait de donner au président américain une option supplémentaire de riposte dans le cas d'une « première frappe par un état talibanisé ou voyou ». Outre l'irréalisme de cette proposition (qui peut penser que dans le cas d'une agression nucléaire - même limitée dans ses effets par le « bouclier » - les Etats- Unis n'utiliseraient pas leurs armes nucléaires ?), elle n'est qu'une version moderne des anciennes formes de « réponse flexible ». Leur faiblesse radicale, justement dénoncée par les analystes français, est d'introduire une continuité entre le classique et le nucléaire et donc de faciliter l'entrée dans l'affrontement nucléaire.

Techniquement, assure B. Lavarini, le projet de bouclier antimissile n'a rien à voir avec le projet de guerre des étoiles de Reagan qui « visait à détruire une salve de 1000 missiles, 10 000 ogives et 1 million de leurres ». L'objectif du « bouclier de George Bush est de contrer une attaque de 20 missiles, 20 ogives et 100 leurres ». L'auteur n'explique pas pourquoi un Etat hostile (voyou peut-être mais pas nécessairement stupide pour autant), supposé par hypothèse prêt à mettre en oeuvre une agression nucléaire se cantonnerait dans la limite de vingt missiles. La difficulté marginale décroissant très vite,

un Etat capable de construire (et d'employer) vingt missiles, n'aurait aucun problème pour en construire un peu plus.

L'auteur n'aborde pas les aspects financiers du programme, qui inquiètent pourtant la cour des comptes américaine (GAO) aussi bien que le Congressional Budget Office (CBO) dont les évaluations de coûts sont à peu près deux fois supérieures à celles du Pentagone. En revanche, il affirme que l'engagement de l'Europe (et de la France) dans un tel projet permettrait de « combler le fossé technologique qui s'est creusé depuis dix ans entre les Etats-Unis et l'Europe » et il n'hésite pas à écrire in fine : « il y a va de la compétitivité à l'exportation de notre industrie de défense... de l'avenir même des 550.000 européens concernés par les métiers de la défense, dont 158.000 emplois directs en France ». Pas moins !

Cette dernière affirmation est évidemment une des fariboles les plus étonnantes qui aient été écrites récemment sur le sujet : l'avenir de l'industrie de défense européenne et française passe principalement par la réussite des fusions déjà réalisées, par la concentration des secteurs encore éparpillés (terrestre, naval, moteurs, équipementiers) et en proie aux prédatations d'outre-Atlantique (armement terrestre notamment), par l'avancée d'une européanisation politique (OCCAR et la LOI), par une Europe de la défense aut centrée qui mette en oeuvre une autonomie politique et qui en finisse avec les spectacles pitoyables du genre de celui dont l'A400M est le héros involontaire...

Enfin, B. Lavarini avance la « nouveauté » du projet de George Bush. Pourtant, la réalisation d'un tel bouclier fait partie des mythes récurrents de la pensée stratégique américaine, comme une image de l'invulnérabilité.

En 1957, c'était le programme Bambi (Ballistic Antimissile Boost Interceptor) qui prévoyait 3600 satellites en orbite basse avec des intercepteurs Nike Zeus. Le programme Bambi a été abandonné en 1964[2]. En 1967, c'est le programme Safeguard[3] avec 2500

intercepteurs Spartan et Sprint et qui sera rendu caduc, précisément par la signature du traité ABM[4]. En 1983, c'est l'initiative de défense stratégique de Ronald Reagan. Malgré 26 milliards de dollars de dépenses (et des effets très réels sur l'accélération de la course aux armements avec l'URSS et sur l'asphyxie de cette dernière) ce programme n'a jamais abouti techniquement. En 1991, George Bush, père, lance le projet GPALS (Global Protection Against Limited Strike), avec 1750 intercepteurs à terre et dans l'espace. Le programme sera arrêté dès l'élection de William Clinton. On le voit, la « défense antimissile » actuelle s'inscrit dans la continuité de ces rêves périodiques.

Intérêt industriel ou politique ?

Elle a toutefois des dimensions politiques supplémentaires par rapport aux projets antérieurs notamment en ce qui concerne les rapports avec l'Europe. Elle fait partie de ce que nous appelons les « initiatives de dissociations », à l'instar du programme d'avion de combat F-35 (ex-JSF) ou de l'initiative sur les capacités de défense : à chaque fois il s'agit de profiter des positions divergentes des pays européens, de faire s'affronter des choix contradictoires, de durcir des antagonismes résultant de positions différenciées par rapport aux Etats-Unis. L'enjeu pour les Etats-Unis est évidemment d'éviter d'avoir en face d'eux une puissance unifiée capable, économiquement, politiquement, militairement, d'avoir une parole autonome sur l'état du monde.

Jean-Paul Hébert

[1] Bernard Lavarini, « Bouclier antimissile : Bush a raison », *Le Monde*, 28 mai 2002.

[2] après 13.5 milliards de dollars (dollars constants 2000) de dépenses.

[3] d'abord appelé Sentinel

[\[4\]](#) après 23.1 milliards de dollars (constants 2000) de dépenses.